CONJONCTURE
France : mauvaise configuration économique pour un scrutin anticipé
page 20

LIVRES
Les bons outils de la redistribution
page 21

Le Monde
ECONOMIE
ENJEUX ET STRATÉGIES
MARDI 20 MAI 1997

IDÉES
Le Hamster et le Prisonnier, paraboles pour une économie mondiale
page 21

L'Etat ou le marché : un faux débat ?

Une droite libérale, une gauche keynésienne. Pour les besoins de la campagne, les deux grandes coalitions en compétition aiment à dramatiser leurs différences, voire à les exacerber. La gauche accuse d'ailleurs volontiers la droite d'*« ultra-libéralisme »*, la droite dénonçant, elle, le *« dirigisme »* de la gauche. L'examen des programmes – ou de ce qui en tient lieu – montre pourtant que, sur le plan économique en tout cas, la distinction entre les deux coalitions est plus floue. En France, comme partout dans le monde industrialisé, l'opposition entre conservateurs et progressistes, entre libéraux et sociaux-démocrates, entre partisans du « tout-marché » et militants du « tout-Etat », devient en réalité de plus en plus difficile à saisir.

Si l'on s'en tient à l'apparence, tout est simple. « Moins d'Etat, moins d'impôts, libérer l'initiative » : les mots-clés du programme de la droite renvoient avec force à une philosophie libérale, celle des économistes classiques que furent Adam Smith (la « main invisible » et bienfaisante du marché), David Ricardo (le libre-échange) et autre Milton Friedman (le monétarisme). La relance de la croissance passe, pour la coalition UDF-RPR, par une offre redynamisée par le désengagement de l'Etat. Dans tous les domaines, le marché doit être, a priori, préféré à l'Etat. C'est le cas notamment pour le marché du travail : la baisse du coût du travail doit y être accompagnée d'un allègement des rigidités.

En face, la gauche préconise une stimulation de la croissance grâce à « une relance de la demande », impulsée par la puissance publique. C'est l'élément central de la stratégie économique affichée par

▼Confusion

Une gauche qui n'est plus vraiment keynésienne une droite qui n'est pas vraiment libérale : le constat n'est pas propre à la France

la coalition PC-PS, qui s'exprime dans le projet de création de 350 000 emplois publics et parapublics. Plus généralement, la gauche plaide pour un rôle actif de l'Etat, des entreprises nationalisées et des services publics. Ils doivent intervenir pour corriger les échecs du marché. *« Lorsque le capitalisme ne permet pas le développement, il faut que l'Etat s'y substitue »*, dit Dominique Strauss-Kahn, l'un des principaux responsables économiques du PS, évoquant la politique industrielle. La filiation keynésienne est indéniable.

Destinés à être appliqués ou non – c'est là une autre question –, les programmes révèlent une réalité plus complexe. Celui de la droite n'est pas réellement libéral, celui de la gauche n'est pas vraiment keynésien. La droite d'abord. Il y a certes, en France, des économistes, des groupes de pression et des responsables politiques qui militent ouvertement en faveur d'une option libérale. Ce sont, par exemple, les universitaires Pascal Salin, Jacques Garello ou Henri Lepage. C'est le patronat, avec l'animateur de sa commission économique, Denis Kessler, vice-président du CNPF. Ce sont, dans la classe politique, les Alain Madelin, Raymond Barre et, plus récemment, Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy.

Si l'influence de ces libéraux tend à croître au sein de la droite, elle n'a cependant que faiblement pesé sur le programme affiché. C'est qu'en matière économique il n'y a pas, en France, de véritable tradition libérale. Depuis Louis XIV, l'économie française s'est toujours appuyée sur l'Etat pour se développer. C'est ce qu'a démontré, par exemple, Elie Cohen, directeur de recherches au CNRS, dans ses travaux sur le « colbertisme industriel ».

Ni le général de Gaulle, ni Valéry Giscard d'Estaing, ni jusqu'à présent Jacques Chirac n'ont en définitive mené de véritables politiques libérales. A l'instar sans doute de leurs électeurs, ils ont toujours exprimé une certaine méfiance à l'égard du marché, une préférence pour la loi contre le contrat. Le général fut le promoteur d'une politique industrielle particulièrement active. Ses successeurs ont contribué à un alourdissement considérable du rôle de l'Etat dans l'économie, ce dont témoigne notamment la progression spectaculaire du poids des prélèvements obligatoires entre 1974 et 1981, puis entre 1992 et 1997.

Erik Izraelewicz

Lire la suite page 18

● Entretien avec Hoang-Ngoc Liêm, économiste à Paris-I **p. 18**
● Les jusqu'aux-boutistes néo-zélandais **p. 19**
● Le libéralisme pratique et postmoderniste de Tony Blair **p. 19**
● Questions-réponses **p. 19**

CHRONIQUE

par Eric Le Boucher

Thomson dans le désordre

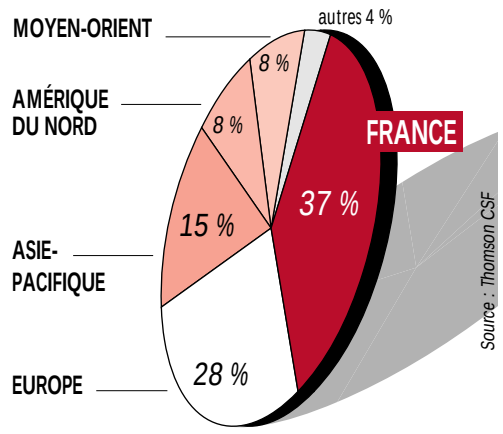
La privatisation de Thomson soulève à nouveau des inquiétudes. Lors de la première tentative, on avait reproché au gouvernement de choisir dans l'opacité (la méthode d'une vente de gré à gré), de changer d'objectif (il avait accepté de séparer Thomson-CSF et Thomson Multimédia, alors que le cahier des charges stipulait une cession en bloc) et de laisser ouvertes des interrogations industrielles et technologiques fortes (l'avenir des composants de SGS-Thomson et des téléviseurs de Thomson Multimédia entre les mains du coréen Daewoo). La commission de privatisation a rejeté la procédure en décembre.

Le déroulement de la deuxième tentative, limitée cette fois à la filiale d'électronique de défense Thomson-CSF, n'est guère plus satisfaisant. Les deux candidats, le groupe Lagardère et Alcatel Alsthom, ont recu l'ordre de ne pas rendre publique leur offre. Comme il leur faut quand même s'expliquer, ne serait-ce que parce qu'ils doivent des comptes à leurs actionnaires, ils transgressent en partie l'interdiction et la presse n'obtient, *bis repetita,* que des informations tronquées. Les contribuables, propriétaires de 58 % des actions de Thomson-CSF via l'Etat, et les investisseurs privés, propriétaires du reste via la Bourse, méritent plus de transparence.

Quel est au juste l'objectif du gouvernement ? Outre qu'il n'a toujours pas bien expliqué pourquoi il entend privatiser l'industrie de défense, alors qu'il veut conserver la majorité du capital de France Télécom, secteur pourtant plus concurrentiel, on peut déplorer un nouveau changement du cahier des charges. Le président de la République a dit qu'il fallait regrouper les forces françaises avant d'engager une restructuration européenne. Alcatel s'en tient à cette déclaration, sans doute naïvement, puisque le groupe Lagardère n'a pas reçu de veto à la signature immédiate d'une alliance dans les missiles et les satellites avec l'allemand Dasa. Que vaut donc la parole de M. Chirac ?

En vérité, Jean-Luc Lagardère a raison une deuxième fois. Lors de la première procédure, le gouvernement faisait une bêtise de privatiser les armes et les téléviseurs en bloc. Choisissant Matra comme repreneur, il s'était rendu à cette évidence. Dans cette deuxième tentative, il est évident qu'on ne peut songer à une restructuration française sans l'inscrire immédiatement dans une perspective européenne. Il est évident aussi que l'industrie civile, notamment aéronautique, est impliquée et que le dossier de la restructuration d'Airbus (dont l'importance économique est supérieure à celle des industries de défense) ne peut être traité à part.

D'abord parce ce n'est qu'à cette échelle continentale que s'obtiendra la taille critique face aux Américains. Même si faire l'Europe des armes nécessite des compromis et des abandons vis-à-vis de partenaires européens qui sont aussi des concurrents.



Les ventes du groupe par zones géographiques

La vraie difficulté n'est pas, par exemple, de *« céder les satellites aux Allemands »*, (comme le reproche Alcatel à Matra), mais de savoir qui doit le décider : les firmes ou l'Etat ? Si le gouvernement Juppé répond *« les firmes »*, il devait privatiser Thomson-CSF par vente en Bourse (OPV). Mais le choix réitéré d'une privatisation de gré à gré pour CSF signifie que l'Etat entend garder une maîtrise de la restructuration européenne. Dans cette logique, il aurait dû mettre un feu orange sinon rouge devant l'alliance Matra-Dasa. Il est temps de cesser de balancer entre libéralisme et dirigisme.

En matière de défense, le choix n'est pas simple, à la décharge du gouvernement. La restructuration des industries militaires européennes doit être parallèle à l'européanisation de la défense elle-même. Le processus est à peine entamé, il est lent, et, entre-temps, les industriels dépendent encore des choix de normes ou de matériel de leur client national principal. Les clients étrangers en Asie ou au Moyen-Orient exigent, en outre, des protocoles d'assistance signés avec les Etats et non pas avec les firmes. Enfin, l'européanisation passe par l'OTAN, une organisation dominée par les Américains.

La privatisation de Thomson-CSF devait être l'occasion de débattre de ce nécessaire, mais fort risqué, abandon de l'horizon national. Il y a là de quoi dépasser les discours vagues dont les hommes politiques se délectent sur l'opposition entre l'Etat et le marché...

Les industriels français font face à des concurrents-partenaires britanniques et allemands dont les idées sont moins confuses. En simplifiant, les Anglais acceptent de se concentrer sur le militaire, les Allemands sur le civil. Sur les deux tableaux, les Français sont en désordre.

En raison des fêtes de la Pentecôte les offres d'emploi seront regroupées dans le supplément

LE MONDE INITIATIVES

Mardi 20 mai (daté mercredi 21 mai)

Pour tous renseignements
Tél. : 01-42-17-39-36

Hoang-Ngoc Liêm, signataire de l' « Appel pour sortir de la pensée unique »

« Les politiques économiques libérales étranglent la croissance »

Plus de 300 économistes ont signé à ce jour l' « Appel des économistes pour sortir de la pensée unique », un manifeste dirigé contre la politique du franc fort, d'austérité salariale et de rigueur budgétaire. Maître de conférences à l'université Paris-I, Hoang-Ngoc Liêm est l'un des principaux artisans de l'*« autre politique »* préconisée par l'Appel.

– Vous faites partie d'une nouvelle génération d'économistes. Est-ce cela qui vous donne la liberté de redécouvrir des solutions qui semblaient devenues inopérantes ?

– Dans les années 80 s'est installé parmi les économistes le discours selon lequel il n'y avait qu'une science économique possible – la théorie néoclassique – et qu'une politique macroéconomique possible : réduire les déficits, c'est-à-dire le poids de l'Etat dans l'économie, et abolir les rigidités du marché du travail, réputées responsables de la montée du chômage. Le débat a été si longtemps fermé que notre génération a une véritable soif de politique au sens large.

– Le constat ne date pas de 1995. Il existait déjà dès le tournant de 1983. Est-ce que votre réflexion remonte jusque-là ?

– Certains peuvent justifier le tournant de 1983 par le contexte : il y avait des problèmes d'offre et des contraintes extérieures qui rendaient difficiles des politiques de relance en solitaire. Au milieu de la décennie 90, nous ne sommes plus dans la même crise. En France et en Europe, on a affaire à un problème de demande et de répartition des revenus.

– En quoi la France est-elle plus malade que les autres ?

– L'ensemble des pays européens souffrent d'une coordination des politiques économiques d'inspiration libérale qui étrangle la croissance. Les taux d'intérêt ont baissé, mais insuffisamment, et le fait que le frein soit maintenu sur les salaires et les dépenses publiques crée un problème de croissance qui réduit les rentrées fiscales et creuse des déficits. La coordination de cette rigueur à l'échelle européenne amplifie l'effet décélérateur.

– Au regard de cette situation, quel jugement portez-vous sur ce qui est avancé dans cette campagne, à gauche et à droite ?

– Le programme de la droite est cohérent d'un point de vue libéral. Je ne le qualifierais pas d'ultralibéral mais de libéral social, parce qu'il tient compte de la préférence de l'opinion pour un certain niveau de dépenses sociales et des principes tels que le salaire minimum. Mais cette politique ne me paraît pas appropriée pour lutter contre le chômage et l'exclusion. Le problème provient de l'insuffisance de demande. Quant au PS, j'ai l'impression qu'il s'est enfin rendu compte qu'on avait changé de crise.

– Que pensez-vous du projet de créer 700 000 emplois pour les jeunes ?

– Sur les 350 000 emplois du privé, j'ai une petite réserve parce que le mécanisme qui va inciter les entreprises à embaucher des jeunes, c'est une prime à l'embauche ou une exonération des charges sociales de type contrat initiative-emploi (CIE). C'est un mécanisme extrêmement coûteux qui a un effet faible sur l'emploi. Quant aux 350 000 emplois prévus dans le public, le problème est que ce sont des contrats courts sur cinq ans. Que se passera-t-il à la fin de cette période ?

– Quelles sont les autres mesures qu'il faudrait prendre ?

– La première concerne le temps de travail. Refuser de l'abaisser revient à renoncer à un modèle de plein emploi. Pourquoi ? Parce qu'avec le progrès technique, il faut toujours moins d'individus pour produire autant de marchandises. Donc, si on maintient la norme à 39 heures, on va vers une réduction implicite du temps de travail sous forme de temps partiel et d'exclusion de certains vis-à-vis de l'emploi.

La proposition de 35 heures sans perte de salaire est bonne. Beaucoup d'économistes s'accordent à dire qu'une mesure de réduction du temps de travail est efficace si elle est d'une amplitude importante. Le partage des revenus, que l'on sait être actuellement très favorable au profit, permet une telle mesure sur le plan macroéconomique. Pour les entreprises à qui cela poserait des problèmes, on peut envisager des aides sur le court terme. Cela coûterait moins cher que les mesures intégralement centrées sur la réduction du coût du travail menées sans succès depuis le début des années 90.

– Que préconisez-vous pour relancer la demande ?

– L'augmentation des salaires, si l'on veut relancer une consommation en panne, est plus efficace qu'une réforme fiscale. Favoriser les hauts et les moyens revenus n'aboutit qu'à renforcer leur épargne. Alors qu'une relance salariale a un effet immédiat sur la consommation, sachant que les bas salaires ont une propension à épargner faible. En réduisant le temps de travail sans perte de salaire, on augmente automatiquement le salaire horaire. Je suis aussi partisan d'un coup de pouce au SMIC et du rétablissement des mécanismes d'indexation sur les prix. On pourrait commencer par le secteur public. Le deuxième axe d'une relance de la demande repose sur l'effet traditionnel d'entraînement que constitue un programme de grands travaux, qui permettrait notamment de faire face aux besoins de réurbanisation des banlieues, de reconstitution du tissu social.

– En pleine période de convergence en vue de la monnaie unique, comment envisager un tel programme ?

– Cette politique nous paraît, c'est vrai, incompatible avec le respect des critères du pacte de stabilité. Mais la monnaie unique n'est pas une fin en soi. Le problème est : est-ce qu'on tire les leçons de la construction européenne qui s'est faite ces dix dernières années ? Si elle doit nous mener à l'impasse parce qu'elle entraîne la poursuite de l'exclusion et du chômage, est-ce qu'il ne faut pas la repenser ?

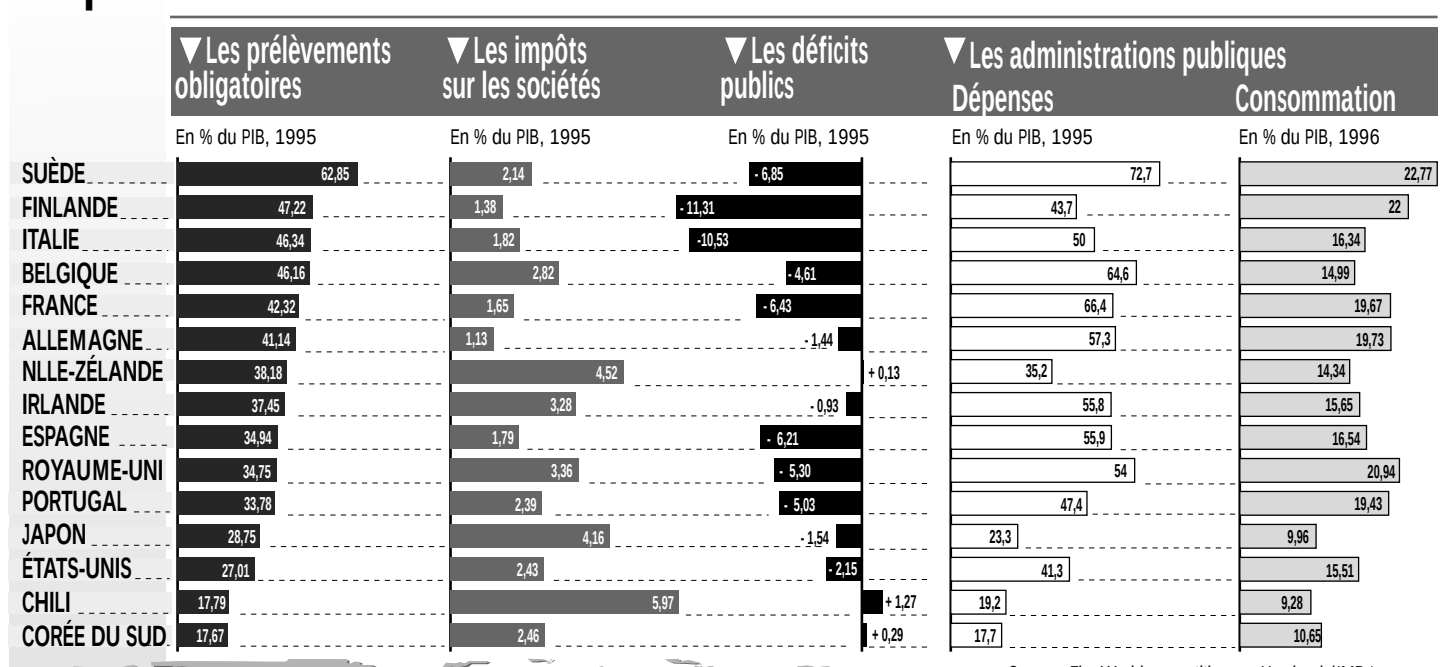
Propos recueillis par Sophie Gherardi et Serge Marti

Bibliographie

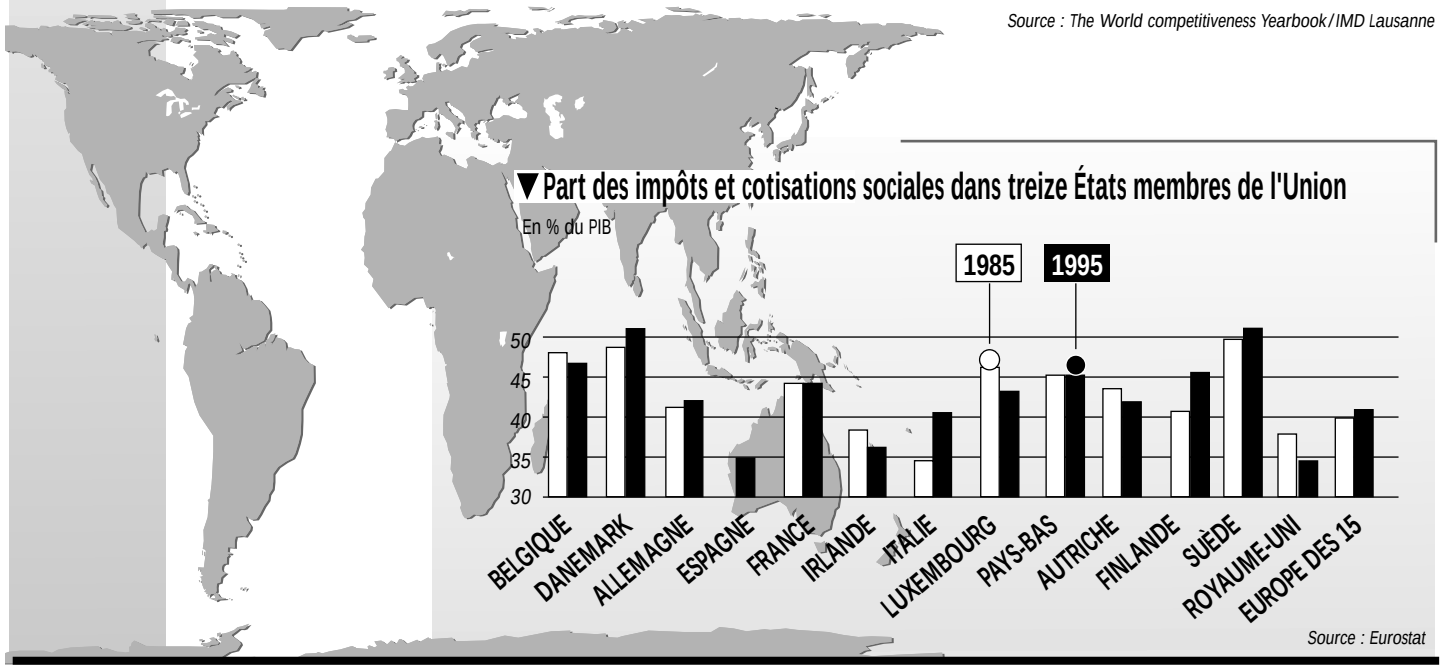
● **La Pensée économique depuis Keynes,** de Michel Beaud et Gilles Dostaler (Seuil, 1996, 448 p., 58 F).

● **Ce monde qui nous attend. Les peurs françaises et l'économie,** d'Erik Izraelewicz (Grasset, 1997, 240 p., 125 F).

Du plus au moins d'Etat



Source : The World competitiveness Yearbook / IMD Lausanne



Source : Eurostat

L'Etat ou le marché : un faux débat ?

Suite de la page 17

La plate-forme UDF-RPR s'inscrit, à cet égard, dans la continuité. Il y est certes question d'une réduction des impôts, des charges et des dépenses publiques. L'objectif y est, en particulier, de *« stabiliser la dépense publique afin qu'elle n'augmente pas plus vite que les prix »*. La poursuite des privatisations y est confirmée. Le poids de l'Etat devrait s'en trouver réduit. Mais le rythme de ce désengagement y est en définitive assez lent. A l'issue d'une législature, la France resterait, si ce programme était appliqué, le pays du G7 où les prélèvements obligatoires resteraient les plus lourds.

Toutes les propositions d'une rupture plus radicale en direction du libéralisme ont été rejetées par ceux qui dirigent vraiment et le pays, et la coalition en campagne. Pas question de remettre en cause le SMIC (le salaire minimum), ce que demandent pourtant René Monory et ses amis. Pas question d'accélérer sensiblement le rythme des diminutions d'impôts ni celui des réductions d'effectifs dans la fonction publique, malgré la pression des balladuriens. Sur les 60 000 fonctionnaires partant chaque année à la retraite, 5 000 ne seront pas remplacés – Nicolas Sarkozy proposait 10 000 à 15 000, Raymond Barre parlant de 20 000. Pas question d'envisager un taux unique pour l'impôt sur le revenu. Pas question non plus de privatiser, même partiellement, la Sécurité sociale, comme le souhaiterait l'assureur Claude Bébéar, voire au moins de la décentraliser, comme le suggère Alain Madelin.

Qualifier la plate-forme UDF-RPR d'« ultra-libérale » est donc pour le moins excessif. Au cours des deux premières années du septennat, Jacques Chirac et Alain Juppé ont d'ailleurs commis de sérieuses entorses à la doctrine libérale : par exemple, en procédant à l'été 1995 à un relèvement des impôts d'une ampleur historique (80 milliards de francs en année pleine rien que sur les ménages). Ou en lançant la guerre contre le chômage... par une mobilisation générale des préfets. On voit mal ce qui pourrait modifier leur comportement à cet égard.

En retenant comme priorité de campagne le double objectif « initiative et solidarité », le président de la République indiquait clairement les limites de son « libéralisme ». Comme l'expliquait, sur France 2 le 12 mai, Philippe Séguin, la droite plaide, dans son programme, en faveur d'un *« libéralisme tempéré par l'existence d'une protection sociale de qualité, et qui soit corrigé le cas échéant par des interventions de l'Etat »*. Certains, à gauche, pourraient aisément prendre à leur compte cette ambition.

La gauche, justement. Son programme n'est pas non plus réellement keynésien, ni profondément étatique. Il y a certes, en son sein, des experts qui plaident fermement en faveur d'une véritable relance à l'ancienne et d'une extension de l'Etat, comme par exemple Hoang-Ngoc Liêm, animateur de l'« Appel des économistes pour sortir de la pensée unique ». Mais l'interventionnisme sans complexe de ce jeune professeur ne reflète pas le programme de la coalition PC-PS tel qu'il a été présenté. La relance envisagée par la gauche ne passe pas par « plus d'Etat », mais par « un autre Etat », par « un Etat plus juste et plus efficace », selon l'expression des dirigeants socialistes. Lionel Jospin a encore réaffirmé, mercredi 14 mai, que son projet ne prévoyait aucune augmentation des dépenses publiques, aucune aggravation du déficit, ni même aucun alourdissement des prélèvements obligatoires. *« Nous proposons, sans augmenter les dépenses publiques, de créer 700 000 emplois pour les jeunes »*, écrivent les deux partis de gauche.

Qu'elle soit capable ou non de tenir cet engagement est un autre problème : il est significatif que la gauche envisage pour financer ces emplois – directement dans le public et indirectement, par des incitations, dans le secteur privé – de procéder, pour l'essentiel, à un redéploiement des aides à l'emploi. Il en va de même sur le front fiscal. Autrefois, la gauche n'hésitait pas à avouer qu'un relèvement général de la charge fiscale et sociale pourrait être nécessaire pour financer ses ambitions.

RAPPROCHEMENT DES POSITIONS

Aujourd'hui, le PS s'engage à réformer la fiscalité – avec un alourdissement de l'impôt sur la fortune et des taxes sur l'épargne, et un allégement de celles sur la consommation – mais promet de *« stabiliser, avant de les baisser »* les prélèvements obligatoires. La gauche va même jusqu'à reconnaître les bienfaits d'une politique de baisse du coût du travail comme instrument de lutte contre le chômage : elle annonce qu'elle ne reviendra pas sur les exonérations de charges sur les bas salaires à laquelle la droite procède depuis plusieurs années. Et si son discours sur les privatisations est ambigu, nul ne doute qu'une fois au pouvoir elle ouvrira rapidement le capital de France Télécom d'abord, celui d'Air France et de Thomson un peu plus tard.

Une droite qui n'est pas vraiment libérale, une gauche qui n'est plus vraiment keynésienne. Le constat n'est ni nouveau ni propre à la France. Au cours des vingt dernières années, le politicien le plus keynésien dans le monde a sans doute été... l'« ultra-libéral » Ronald Reagan. Tout en déréglementant à tout-va, l'ex-président américain a procédé au début des années 80 et avec succès à une relance dans le plus pur style keynésien : il a baissé les impôts mais n'a pas touché, dans une première phase, aux dépenses publiques. Le gonflement du déficit a contribué au vif rebond de l'activité. A l'inverse, le plus grand « libéral » a peut-être été... le socialiste François Mitterrand. Après deux ans (1981-1983) d'hésitation, celui-ci a engagé une profonde libéralisation de l'économie française, avec la libération des marchés financiers, des changes et des prix.

En fait, comme le soulignait l'historien et sociologue mexicain Pablo Gonzalez Casanova lors d'un colloque, les 24 et 25 avril à Paris, consacré à *« un monde à construire »*, on assisterait, aujourd'hui un peu partout sur la planète, à *« un rapprochement des positions » :* les conservateurs se font les défenseurs de l'Etat-providence, les socialistes deviennent les porteurs de politiques « néo-libérales ». La vague ultra-libérale des années 80 reflue. Lorsqu'ils sont au pouvoir, comme en Allemagne ou en Espagne, les partis conservateurs sont à la recherche d'un autre Etat, plutôt que d'un moins d'Etat.

La gauche, quant à elle, partout ou presque *« vire à droite »*, selon l'expression de *The Economist*. Dans son numéro daté du 10 mai, le magazine britannique montre comment, dans tous les pays européens, à l'Est comme à l'Ouest, les partis de gauche en viennent à reconnaître les vertus de l'économie de marché. Les ex-communistes en Pologne, un syndicaliste ouvrier aux Pays-Bas ou les socialistes portugais : tous convergent. *« Le fait qu'en Italie des anciens communistes souhaitent plus de privatisations et une stricte rigueur budgétaire est très significatif »*, explique le journal anglais, éternel militant de la cause « libérale ». Ce rapprochement a trouvé dans Tony Blair et dans l'évolution du travaillisme britannique son expression la plus forte. Ne parle-t-on pas d'un « travaillisme libéral », voire d'un « centrisme radical » ?

NOUVELLES RÉALITÉS

Cette confusion générale, ressentie aujourd'hui d'une manière quasi exemplaire par les électeurs français, peut être lue – c'est l'interprétation du Mexicain Gonzalez Casanova – comme *« la conséquence de l'échec de tous les projets de transformation économique et social de ce siècle : le libéralisme, la social-démocratie, le communisme et le nationalisme révolutionnaire »*. Elle est peut-être aussi le reflet d'une difficulté des mouvements politiques traditionnels à appréhender les transformations en cours dans l'économie et dans la société.

Plus de marché ou plus d'Etat ? Tel était, depuis le début du siècle, la question autour de laquelle s'était organisée la division du monde politique un peu partout. Les réalités nouvelles, comme les nouvelles théories de la croissance, amènent à se demander si la question est toujours pertinente. Du côté des réalités, le progrès technologique et l'accélération du rythme du changement, l'ouverture des frontières et l'exacerbation des concurrences comme le vieillissement des populations conduisent à un monde plus incertain et surtout plus instable.

La croissance nécessite dans ces conditions à la fois davantage de mobilité et davantage de sécurité, c'est-à-dire simultanément plus de liberté et plus de protection, bref, plus de marché et plus d'Etat. C'est aussi la piste vers laquelle conduisent les nouvelles théories de la croissance. Dans un livre publié par l'Institut de l'entreprise (*Concurrence internationale, croissance et emploi,* L'Harmattan), Gilles Saint-Paul, directeur de recherche au Delta, en résume les conclusions de la manière suivante : *« Ces théories, par la place qu'elles accordent aux déficiences des marchés, offrent parfois des fondements de principe à l'intervention publique,... les effets potentiels d'une telle intervention sont quantitativement importants. »* Le rôle de l'Etat y est *« de fournir un niveau adéquat d'infrastructures publiques et d'éducation, et garantir la stabilité politique et les droits de propriété. C'est en somme,* ajoute-t-il, *ce que prescrivait Adam Smith il y a deux cents ans dans le livre V de sa* Richesse des nations *»*.

Smith contre Keynes, le marché contre l'Etat ? La grande confusion du débat économique dans la campagne électorale est sans doute liée à ce qu'il continue à s'organiser autour de cette interrogation, alors que la réalité comme la théorie devraient conduire à une autre question : comment concilier davantage de marché et davantage d'Etat ? Cette problématique nouvelle, déjà prise en compte, d'une certaine manière, par des dirigeants politiques comme Bill Clinton (« réinventer l'Etat ») aux Etats-Unis et par Tony Blair au Royaume-Uni, tarde à se faire jour en France.

Erik Izraelewicz

Les jusqu'aux-boutistes néo-zélandais

AUCKLAND
de notre correspondante

La Nouvelle-Zélande, petit pays de 3 millions et demi d'habitants et de 47 millions de moutons, est devenu un laboratoire du capitalisme depuis la révolution économique, douloureuse mais efficace, entreprise par la droite du Parti travailliste (Labour Party) à partir de 1984. « *Ce qui fascine dans notre expérience, c'est que nous avons osé aller jusqu'au bout de notre logique, sans faire des compromis qui auraient limité l'impact de nos réformes* », résume Roger Douglas, ministre des finances de 1984 à 1988 et père des réformes surnommées les « Rogernomics ».

La conversion économique a été spectaculaire : « *J'ai connu pendant toute ma jeunesse le lait à 4 cents la pinte, le prix était fixé par le gouvernement* », raconte un Aucklandais, né dans les prospères années d'après guerre. Il se souvient des mille et une régulations, parfois aberrantes, qui existaient. Les magasins étaient strictement fermés le samedi et le dimanche. Toute démarche sortant un peu de l'ordinaire, comme s'abonner à une revue étrangère ou vouloir acheter du vrai café, devait être justifiée par des amas de paperasserie, autorisations officielles et licences diverses. Les restaurants étaient rares.

Les Néo-Zélandais vivaient sous la protection constante d'un Etat-providence qui les suivait « *du berceau au tombeau* ». L'éducation comme la plupart des soins étaient gratuits ou largement subventionnés. Un trait qui a totalement disparu de la société néo-zélandaise de 1997, ouverte et archi-compétitive où triomphe désormais l'individualisme.

Illustration de cette nouvelle mentalité : selon un sondage, seuls 11 % des moins de 35 ans estiment normal que les chômeurs bénéficient d'une allocation. A entendre les lois fondamentales du libéralisme, répétées et appliquées depuis treize ans maintenant (par deux gouvernements travaillistes suivis de trois gouvernements conservateurs), la leçon a été bien retenue par la génération des années 80, laquelle, après avoir subi le coût des réformes, auquel se sont ajouté le krach boursier de 1987 et la crise du début des années 90, souhaite aujourd'hui goûter les fruits de cette révolution.

▼ En treize ans, la Nouvelle-Zélande est passée du tout-Etat au tout-marché. Une réussite

Il suffit de se promener dans les quelques rues bordées de cafés de style londonien ou milanais, dans certains quartiers d'Auckland ou de Wellington, pour sentir que le pays a surmonté sa petite taille démographique et son isolement. Les magasins ont le droit d'ouvrir vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, sauf pour trois jours particuliers du calendrier. Et encore, on peut obtenir des dérogations. La Nouvelle-Zélande, qui fut longtemps « la ferme de l'Angleterre », semble être devenue le « supermarché du Pacifique sud ». Le secteur agricole auquel les subventions (qui procuraient aux agriculteurs un tiers de leurs revenus) furent coupées du jour au lendemain n'occupe plus que 8 % de l'économie après en avoir été le moteur. Depuis 1990, le tourisme est devenu le plus important secteur, l'ensemble des services fournissant 68 % du PIB.

Comment, sans atout particulier, hormis son agriculture, la Nouvelle-Zélande est-elle passée d'un extrême, le tout-Etat, à l'autre, le tout-marché ?

Avec un Etat au bord de la faillite, la Nouvelle-Zélande n'avait, dit-on aujourd'hui, guère d'autre choix que les réformes : abolir un grand nombre de subventions ; libérer l'économie au gré de quelques lois essentielles (tel l'*Employment Contract Act* qui élimine de fait les syndicats de toute négociation salariale) tout en maintenant une stricte ligne monétariste (le *Reserve Bank Act* impose à la banque centrale de maintenir l'inflation à un certain taux, aujourd'hui entre 0 et 3 %) ; imposer la transparence aux comptes nationaux (*Fiscal Responsability Act*) gérés comme les comptes d'une entreprise ; enfin s'ouvrir au monde, pour recevoir des capitaux étrangers et profiter de la course au développement des pays asiatiques. « *Leur droit du travail tient en quelques pages, contre 10 000 dans la législation française. Leur fiscalité aussi est d'une simplicité déconcertante. 3 % de charges patronales contre plus de 50 % en France* », s'émerveillait Claude Bébéar, PDG d'Axa-UAP au terme d'une visite du CNPF en Nouvelle-Zélande, fin février.

PRIVATISATIONS

La valse des privatisations fut rapidement lancée, amenant avec elle son lot de restructurations douloureuses. Toutes les privatisations n'ont pas convaincu. Telecom New Zealand, par exemple, alimente régulièrement la polémique : Malgré des profits record (2,8 milliards de francs en 1996), redistribués aux actionnaires majoritairement américains, le coût des communications téléphoniques reste beaucoup plus élevé que dans tout autre pays développé. Mais les lignes sont de bien meilleure qualité qu'autrefois. Il ne reste plus qu'à privatiser les postes, déjà largement restructurées, le secteur de l'énergie, les aéroports, ainsi qu'éventuellement l'eau ou les transports publics, au niveau des communes. La première « privatisation » des services d'eaux vient d'ailleurs d'avoir lieu dans la banlieue d'Auckland et le contrat de cinquante ans a été gagné par la Générale des eaux.

Dans les secteurs plus délicats à privatiser, tels que l'éducation et la santé, le gouvernement a cherché des moyens pour rendre plus responsables les diverses institutions, désormais considérées comme des « fournisseurs » de services pour la collectivité. Un hôpital reçoit ainsi un budget pour traiter un certain nombre de malades et doit s'y tenir. Les écoles sont incitées financièrement à payer leurs professeurs directement à la place du ministère de l'éducation, tandis que se développent l'éducation et la santé « privées».

Néanmoins, dans le domaine social au sens large, les réformistes pensent avoir encore beaucoup à faire. Il reste des poches de pauvreté, en particulier chez les groupes défavorisés qui dépendent des allocations, de génération en génération. Car pour le reste, comme le constatent régulièrement avec une chaude admiration la plupart des institutions internationales, la situation économique de la Nouvelle-Zélande est extrêmement saine. Le chômage qui touche 6,4 % de la population active est orienté à la baisse.

Et même si le « miracle » fut souvent exagéré puisque les périodes de croissance « exceptionnelle », de 6,2 % en 1994 par exemple, ont à peine permis de récupérer le retard des années de récession qui précédèrent, force est de constater que le budget de l'Etat est excédentaire depuis trois ans. La dette publique devrait être inférieure à 30 % du PIB cette année et tomber en dessous de 20 % d'ici deux ans. Le niveau de vie (20 000 dollars américains par habitant) a considérablement augmenté. Les écarts de revenus se sont certes creusés, mais restent faibles par rapport aux écarts américains.

Les Néo-Zélandais trouvent finalement normal de devoir payer pour tout ce qui autrefois était gratuit parce que public. Personne n'a l'air de souhaiter un retour de l'Etat dans le monde des affaires. Quant à la protection de l'individu, les Néo-Zélandais vont voter par référendum en septembre prochain pour ou contre la cotisation obligatoire aux caisses de retraites... privées. Paradoxalement, en pleine euphorie libérale, le Parti travailliste, dans l'opposition depuis 1990, serait redevenu, dans la foulée de la victoire britannique, le parti favori des Néo-Zélandais. Mais que veut dire « travaillisme » en Nouvelle-Zélande ?

Florence de Changy

PENSÉE ÉCONOMIQUE

Questions-réponses

1 Qu'est-ce que le libéralisme ?

Au départ, c'est une doctrine politique fondée sur la défense des libertés fondamentales qui s'est développée au cours du XIXe siècle. Libéral a longtemps voulu dire « *de gauche* » en France, et c'est toujours le sens principal que revêt ce terme aujourd'hui aux Etats-Unis.

Mais dès l'origine, à côté des libertés individuelles, le libéralisme a défendu les libertés économiques. Ainsi la Loi Le Chapelier de 1791 bannissait à la fois les corporations de l'Ancien Régime et les regroupements de travailleurs, c'est-à-dire les syndicats. Au cours du premier siècle de la révolution industrielle, le libéralisme tend à justifier la boutade affirmant qu'il défend surtout « *des renards libres dans des poulaillers libres* ».

Peu à peu se sont développées, à la gauche du libéralisme, les doctrines socialiste et communiste, insistant sur la défense des droits sociaux, puis la pratique gouvernementale social-démocrate, donnant une large place à la puissance publique, mais dans le contexte d'une économie de marché. En France, la tradition libérale s'est fondue avec une conception historique de l'Etat central fort et interventionniste. Mais depuis les années 80, qui ont amené dans le monde entier une délégitimation du rôle de l'Etat dans l'économie, le terme de « libéralisme » tend à devenir synonyme de déréglementation, de privatisation et de baisse des impôts. Pour le plus grand bien de l'économie, selon la droite, au détriment du service public et de la cohésion sociale, selon la gauche.

2 Qu'est-ce que le keynésianisme ?

Le mot est formé sur le patronyme de l'économiste anglais John Maynard Keynes (1883-1946). Ce haut fonctionnaire et professeur d'économie à Cambridge a radicalement transformé la pensée économique avec son ouvrage de 1936 la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.*

Le monde est alors plongé dans la grande crise déflationniste des années 30, avec ses millions de chômeurs abandonnés à leur sort. On constate à l'époque que plus les salaires s'ajustent à la baisse, plus le chômage augmente. Partant du problème du chômage, Keynes souligne qu'il peut exister un équilibre de sous-emploi (jugé impossible par les économistes classiques). Il décrit les effets cumulatifs d'une baisse relative des dépenses de consommation, d'une baisse de rentabilité du capital et de taux d'intérêt trop élevés entraînant la baisse des investissements.

Considéré comme l'un des pères de la macro-économie et voyant dans l'atonie de l'activité et le sous-emploi le résultat d'une insuffisance de la demande globale, Keynes préconise une intervention des pouvoirs publics pour soutenir celle-ci. A la fin de la deuxième guerre mondiale, Keynes représente la Grande-Bretagne à la conférence de Bretton Woods, d'où sortiront les institutions monétaires de l'après-guerre (FMI, Banque mondiale), mais aussi un système monétaire différent de celui qu'il préconisait.

Sans grand souci d'exactitude, on a pris l'habitude de qualifier de keynésiennes les politiques menées pendant les « trente glorieuses », avec le développement de l'Etat-providence en matière sociale et de l'interventionnisme public dans l'économie. Plus schématiquement encore, le terme de « *keynésianisme* » a fini par être assimilé au dirigisme ou même à la gauche en général. L'aristocratique John Maynard Keynes aurait été surpris.

Le libéralisme pratique et postmoderniste de Tony Blair

S'il fallait résumer d'une formule la doctrine du New Labour, arrivé au pouvoir en Grande-Bretagne le 1er mai, on pourrait opter pour celle d'« économie politique postmoderniste ». L'équipe de Tony Blair, le nouveau premier ministre, s'intéresse peu aux approches technocratiques ou professorales, et exclut les interprétations dogmatiques. Gouverner l'économie est un art politique pratique. Par exemple, Tony Blair et Gordon Brown, son chancelier de l'Echiquier, sont convaincus que les gouvernants doivent apprendre à travailler avec les marchés financiers en évitant les conflits frontaux.

Il ne faut pas s'étonner, dès lors, des premières actions du gouvernement Blair (hausse des taux d'intérêt, réforme du statut de la Banque d'Angleterre). Gordon Brown, connaissant l'aversion des opérateurs pour les incertitudes, a agi vite, par surprise et avec précision. Par un engagement irréversible sur le statut de la banque centrale et par un signal crédible de sa volonté de contenir l'inflation, il a répondu par avance aux éventuelles craintes des marchés, qui n'ont pas oublié la gestion antérieure des travaillistes.

Cette approche reflète une donnée essentielle du « blairisme » : afficher sans honte la nature foncièrement pragmatique de l'action. Tony Blair et ses proches ont regardé de près différentes expériences gouvernementales pour en tirer des leçons. La présidence Clinton a été examinée en détail ; le Labour a également été sensible aux réformes de l'Etat-Providence menées à bien par les gouvernements travaillistes australiens et néo-zélandais ; de plus, les travaillistes modernisateurs ne font pas mystère de leur intérêt pour la « révolution thatchérienne ».

La façon dont Mme Thatcher a imposé pas à pas – et non annoncé à l'avance – des réformes qui, en s'additionnant, ont fait une révolution, plaît aux stratèges du New Labour. A l'avenir, leur « centrisme radical » pourra surprendre par des politiques novatrices, singulièrement dans le domaine de l'aide sociale. Quant au style de décision, on sait déjà que la politique sera conduite avec énergie par le premier ministre et par son cercle de fidèles.

▼ Le New Labour se préoccupe moins de remettre en cause des politiques thatchériennes que d'en corriger les échecs et les insuffisances

Pour Tony Blair et ses amis, le keynésianisme est défunt. D'ailleurs, c'était un premier ministre travailliste, James Callaghan, qui avait établi l'acte de décès public devant le Congrès du Labour, en 1976. En 1984, lors d'une conférence mémorable, le chancelier conservateur Nigel Lawson codifiait le nouveau cadre de l'action économique. Une décennie plus tard, lors d'une autre conférence, Tony Blair reconnaissait dans ce même paradigme le socle de l'économie politique du New Labour. De fait, le vocable de socialisme n'apparaît dans aucun des programmes électoraux.

Grosso modo, le consensus britannique s'articule autour de trois représentations de l'économie. En premier lieu, la macro-économie doit se satisfaire d'un petit nombre de domaines : la maîtrise de la monnaie et des prix, la conduite des politiques fiscales et budgétaires. Et les gouvernements doivent confier la responsabilité du pilotage de la monnaie à des autorités indépendantes, moins susceptibles de manipuler les taux d'intérêt et d'inflation au gré des courbes de popularité et des échéances électorales. La seconde image forte du credo est celle de jeux stratégiques. Là où la macro-économie orthodoxe décrit des relations plus ou moins linéaires et mécaniques entre différents agrégats, le nouveau paradigme voit des agents. Ces derniers sont des acteurs mobiles, malins, calculant, anticipant, réagissant et, souvent, chahutant les décisions gouvernementales macro-économiques. Les jeux stratégiques se stabilisent lorsque les Etats, au moyen d'engagements transparents, solides et durables, produisent – par exemple en matière d'inflation – des sentiments de certitude et de stabilité. Ces conditions génératrices de confiance et de crédibilité sont aussi requises par la mondialisation des marchés, qui exclut le contrôle efficace des gouvernements nationaux.

La dernière représentation du credo britannique corrige une défaillance étonnante de la théorie keynésienne. John Maynard Keynes avait oublié de penser l'art pratique de l'intervention publique. Sachant le poids réel des lobbies, des bureaucraties et des clientèles électorales, le consensus britannique – et singulièrement les intimes du 11, Downing Street – préfèrent à la fiction de l'Etat impartial le tableau réaliste de la foire d'empoigne où tout un chacun semble en quête d'avantages et de rentes.

MORALISME

Mais surtout, les nouveaux travaillistes sont ouverts aux ressources de l'analyse micro-économique contemporaine (théorie des contrats, économie de l'information, néo-institutionnalisme, etc.). Il s'agit de mettre à jour les conditions favorables au développement du risque entrepreneurial et au bon fonctionnement des marchés. L'action publique ne s'évapore pas, mais l'Etat n'apparaît plus comme un substitut naturel du marché. Il joue le rôle d'arbitre et de partenaire des acteurs privés pour produire en commun de l'action collective.

Deux mots-clés de la doctrine du New Labour sont l'apprentissage et la régulation. Le « blairisme » se préoccupe moins de remettre en cause des politiques thatchériennes que d'en corriger les échecs et les insuffisances. C'est notamment vrai en ce qui concerne la régulation des services publics privatisés : les tories, lors des cessions d'actifs, avaient créé dans l'urgence des autorités indépendantes de régulation, mal ficelées et dont les activités de surveillance ont souvent laissé à désirer. En réaction, le gouvernement Blair envisage d'introduire des modes de régulation à l'américaine, favorisant et veillant à la concurrence, mais qui tiendraient compte de critères nouveaux, comme par exemple le bien-être écologique des générations futures.

Quelques pincées de moralisme sont l'une des réponses idéologiques du New Labour au postmodernisme inauguré par l'ère Thatcher. En effet les Britanniques, mises à part quelques minorités à droite et à gauche, considèrent comme tout à fait légitimes les ressorts de l'individualisme, la recherche du profit et la dynamique des marchés. Pour eux, la globalisation des technologies et des économies s'impose comme une réalité. Le New Labour apporte à ces représentations quelques correctifs. Les citoyens possèdent des droits mais aussi, répète Tony Blair, des obligations, comme celle de la solidarité.

Ce diagnostic engage le New Labour dans une bataille des idées aux facettes multiples. Les problèmes collectifs subissent une transformation en accord avec l'esprit du temps individualiste, même si les convictions personnelles de Tony Blair sont empreintes de communautarisme chrétien. L'éducation est la priorité du programme travailliste, mais le faire-valoir électoral souligne que l'objectif de la formation est de développer les atouts concurrentiels des individus sur les marchés du travail. Une autre stratégie reprend ou amplifie des valeurs populaires et communes aux tories et aux travaillistes : la sécurité, l'effort, la discipline, etc.

En contrepoint à cet « autoritarisme social », les nouveaux travaillistes entendent battre les thatchériens sur le terrain des libertés. Mais le libéralisme de Tony Blair est un libéralisme politique fondamentaliste, rejeté paradoxalement par les conservateurs mais proche des idéaux des Pères fondateurs de la démocratie en Amérique ! Transparence des activités gouvernementales et administratives (*Freedom of Information Bill)* ; extension des recours judiciaires vis-à-vis des pouvoirs, reconnaissance formelle des libertés civiles (*Bill of Rights*) ; démocratisation des pouvoirs locaux et régionaux (avec la promesse d'Assemblées élues en Ecosse et au pays de Galles).

Des circonstances propices, comme l'usure du pouvoir conservateur, ont permis la victoire électorale des travaillistes. Mais l'intelligence du New Labour, et en première ligne de Tony Blair et de son équipe, ne serait-elle pas d'avoir pris au sérieux la belle expression « économie politique » et de ne pas en disjoindre les termes ? Le postmodernisme raisonnable n'ignore pas l'esprit des Lumières.

Jean-Gustave Padioleau

ESSEC
PROGRAMME DOCTORAL

Pour devenir professeur, chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise

- Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC ou autre université
  Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie

- **Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC**
- **Durée des travaux : environ 3 ans**
- **Possibilités de bourses de recherches significatives**

Pré-recrutement possible en

- DEA «Sciences de Gestion» IAE d'AIX-ESSEC ou Paris X-ESSEC-HEC
  Diplôme requis : 2ème cycle ou grande école d'ingénieurs ou de gestion

Date limite des candidatures : 15 juin 1997

*Établissement de la CCIV Val d'Oise-Yvelines.
Programme bénéficiant du soutien de la FNEGE
(Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises).
Groupe ESSEC, Établissements d'Enseignement Supérieur Privés. Association loi 1901.
Affilié à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Oise-Yvelines.

ESSEC Programme Doctoral*

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC
B.P. 105
95021 Cergy-Pontoise cedex

tél. 01 34 43 30 85
fax. 01 34 43 30 01

E.mail :
dormeval@edu.essec.fr

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)	mars	mars	mars	fév.	janv.	mars	janv.
Dernier mois connu	+ 0,9	– 1,6	0	+ 3,7	– 1,7	– 0,1	+ 1,5
Cumul sur 12 mois	+ 6,6	+ 8,1	+ 4,7	+ 4,7	– 2,6	+ 1,4	+ 3,5
Taux de chômage (en %)	avr.	mars	avr.	mars	janv.	mars	avr.
Dernier mois connu	4,9	3,2	11,2	12,8	12,4	6,1	9,6
Un an avant	5,5	3,2	10,2	12,3	12,2	7,8	9,5
Indice des prix (en %)	mars	mars	avr.	avr.	avr.	mars	mars
Dernier mois connu	+ 0,1	+ 0,1	0	0	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,2
Sur 12 mois	+ 2,7	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,9	+ 1,7	+ 2,7	+ 2
Solde commercial (en milliards)	fév.	mars	fév.	fév.	fév.	fév.	fév.
Dernier mois connu (monnaies nationales)	– 16,9	+ 448,2	+ 10	+ 11,4	+ 5 200,5	– 0,8	+ 2,2
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	– 175,1	+ 6 478,7	+ 99,9	+ 104,1	+ 68 207,1	– 10,9	+ 34,1
Cumul sur 12 mois (en dollars)	– 175,1	+ 57,7	+ 65,2	+ 20	+ 44,1	– 17,1	+ 25
Croissance du PIB (en %)	*1er tr. 97*						
4e trimestre 1996 (rythme annuel)	+ 5,6	+ 3,9	+ 0,3	+ 0,7	– 0,9	+ 4,7	+ 2,9
Sur 12 mois	+ 4,0	+ 3,1	+ 2,2	+ 2	+ 0,1	+ 2,6	+ 2,3
Solde des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimations OCDE)	– 2,1	+ 1,4	– 0,7	+ 1,3	+ 3,5	– 0,1	0
Déficit public en % du PIB							
1997 (prévisions OCDE)	– 1,8	– 2,6	– 3,4	– 3,2	– 3,7	– 3,7	– 1,5
1996 (estimations OCDE)	– 1,6	– 4,1	– 4,1	– 4,1	– 6,7	– 4,8	– 2,7
Dette publique en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	55,1	124,4	56,1	100,5

UNE REPRISE MODESTE, MAIS AUX FONDEMENTS SOLIDES

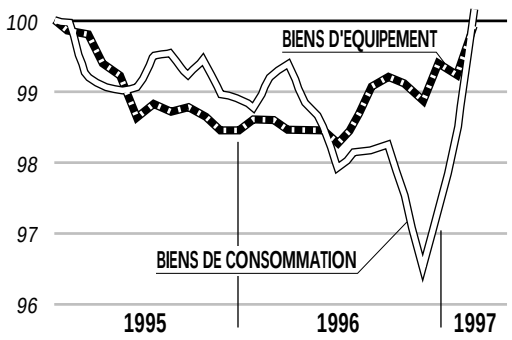
A partir du printemps 1996, les industriels français sont redevenus plus optimistes sur leurs perspectives personnelles de production, puis sur les perspectives générales. Mais la progression effective de la production industrielle s'est révélée décevante.

L'année 1997 apparaît plus prometteuse, comme l'a suggéré le rebond sensible (+ 3,7 %) de l'activité manufacturière en février. Mais l'optimisme à moyen terme repose aussi, et surtout, sur l'évolution sectorielle de l'activité en fin de période. La production a été soutenue par le redressement de la demande finale (biens de consommation et biens d'équipement), ce qui laisse augurer d'une augmentation de la demande de biens intermédiaires au cours des prochains mois, puisque le comportement de stockage est resté extrêmement prudent jusqu'à présent. La reprise a d'abord été modeste. De ce fait, elle a déçu. Mais en contrepartie, ses fondements sont solides, contrairement à ceux de certaines reprises techniques du passé.

En collaboration avec le groupe Crédit national-BFCE.

▼ Production industrielle

base 100= janvier 1995 (moyenne mobile sur 3 mois)



Source : Datastream

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	SMIC horaire (en francs)	Population active	Nombre de chômeurs
7 675	37,91	25 590 000	3 087 500

Mauvaise configuration économique pour un scrutin anticipé

▼ France

Les électeurs sont sensibles à la situation de l'emploi et à l'évolution de leur niveau de vie

L'incidence de la conjoncture économique sur les résultats des élections nationales a souvent été évoquée, particulièrement aux Etats-Unis. En 1992, l'économie a joué contre George Bush : l'amélioration qui se dessinait à la fin de son mandat a été ressentie un peu trop tard pour qu'il puisse en profiter. En 1996, la santé éclatante de l'économie américaine n'a pas peu contribué à la réélection du président Clinton.

Bien sûr, de nombreuses autres données interviennent : facteurs personnels, situation sociale, jugement sur la politique menée dans d'autres domaines, usure du pouvoir, contenu des programmes. Le chancelier Kohl a été réélu à plusieurs reprises dans des conjonctures différentes, et la baisse du chômage n'a pas empêché la déroute récente des conservateurs britanniques.

L'influence des conditions économiques sur l'orientation des votes, si elle n'est pas toujours décisive, n'en est pas moins réelle et a été mise en évidence par toutes les études réalisées, tant en France qu'à l'étranger, depuis vingt ans. Les électeurs ont tendance à voter contre le gouvernement sortant lorsque l'évolution est mauvaise ; ils sont enclins à reconduire la majorité (ou le président) dans le cas contraire. Ce comportement est même plus net dans un pays comme la France où l'on surestime généralement la capacité des gouvernants à résoudre rapidement les problèmes économiques et où on les tient pour largement responsables de la situation.

Les mêmes études ont également fait ressortir l'importance des variables. Sans surprise, les électeurs sont surtout sensibles à la situation de l'emploi, à l'évolution de leur niveau de vie, au rythme de l'inflation (du moins jusqu'au milieu des années 80). Mais d'autres variables jouent un rôle, comme le solde des administrations publiques ou les prélèvements obligatoires.

La compilation de ces données révèle que l'électeur est en fait peu apte à apprécier la « performance » d'un gouvernement ; il distingue mal, voire pas du tout, ce qui est directement imputable à l'équipe en place de l'effet des politiques passées ou de la conjoncture internationale. Il a tendance à juger la situation économique dans l'absolu. Il y a donc, dans la formation de l'opinion, des éléments indépendants de l'action des gouvernants, qui peuvent influer en positif ou en négatif.

Un autre enseignement est que l'électeur a la mémoire relativement longue : son jugement ne se fonde pas seulement sur l'évolution des derniers mois, mais aussi sur ce qui s'est passé il y a un ou deux ans, voire davantage. A la veille des élections législatives françaises, il nous a paru intéressant de revenir sur les scrutins passés pour examiner quelles étaient alors les conditions économiques et dans quel sens elles ont influencé le vote des électeurs.

Le tableau ci-contre rappelle les évolutions de trois variables objectives : le taux de chômage, le pouvoir d'achat du revenu disponible (après impôts) et le taux des prélèvements obligatoires. N'a été retenue que la dernière donnée connue au moment de l'élection (donnée mensuelle pour le chômage, annuelle pour les deux autres indicateurs), accompagnée des variations sur un an et sur deux ans.

Précisons, en outre, que ces trois variables ne sont pas indépendantes – le revenu dépend par exemple de l'emploi et des prélèvements – et qu'elles ont été complétées par une variable « subjective », l'indice de confiance des consommateurs, qui synthétise les opinions des ménages sur leur situation financière, leur niveau de vie, la situation de l'emploi. Cet indicateur est traditionnellement bien corrélé avec la cote de popularité du premier ministre.

L'élection présidentielle de 1981 est intervenue dans un contexte difficile : sur le plan international, une récession consécutive au deuxième choc pétrolier avait touché la France dès le printemps 1980, entraînant une forte augmentation du chômage. Sur le plan intérieur, le pouvoir d'achat était stagnant, en raison de l'accélération de l'inflation et surtout de la hausse des prélèvements obligatoires.

Les législatives de 1986 inaugurent un début d'amélioration après une période très difficile, marquée d'abord par le « plan de rigueur » de mars 1983, puis par les restructurations industrielles de 1984. En cette veille d'élection, le pouvoir d'achat a diminué deux années de suite, en 1983 et en 1984, et le chômage a beaucoup augmenté. Mais à partir du printemps 1985, la situation commence à s'améliorer : stabilisation du chômage, très net ralentissement de l'inflation, reprise du pouvoir d'achat. Un redressement qui se révèle trop tardif (ou les élections trop précoces) pour le gouvernement Fabius. La majorité sortante est battue, après avoir toutefois remonté une partie de son handicap au cours des derniers mois.

L'élection présidentielle de 1988 intervient après deux années de cohabitation. La croissance est repartie, mais on n'en prendra conscience qu'avec retard. Le chômage a diminué, mais le pouvoir d'achat est demeuré médiocre et les prélèvements ont augmenté. Dans cette situation contrastée, le président Mitterrand est facilement réélu. Quelle aura été l'influence des conditions économiques sur le scrutin ? Il semble que les facteurs personnels ont joué le rôle le plus important dans cette élection.

Le contexte des législatives de 1993 est le pire qu'on puisse imaginer pour un gouvernement : après déjà deux années de croissance lente, la France, comme toute l'Europe continentale, vient d'entrer dans une profonde récession à la rentrée 1992. La production a chuté brutalement dans les six mois précédant les élections, et 170 000 chômeurs de plus pointent à l'ANPE. Bien sûr, l'usure du pouvoir socialiste a joué son rôle, mais il ne fait pas de doute que les conditions économiques ont contribué à aggraver la défaite des sortants. En 1995, comme en 1988, l'élection présidentielle vient au terme d'une période de cohabitation. Les résultats économiques récents – reprise de la croissance (2,6 % en 1994) et baisse sensible du chômage – sont perçus favorablement par les ménages et portés au crédit du gouvernement (et plus généralement de la majorité RPR-UDF).

Comment la situation se présente-t-elle en 1997 ? A priori pas très bien. La configuration actuelle présente des caractéristiques qui ont pénalisé les sortants dans le passé : stagnation du pouvoir d'achat, augmentation du chômage (+ 0,5 point en un an, soit + 145 000, + 1,2 point sur deux ans, soit + 318 000) et surtout augmentation considérable des prélèvements obligatoires (+ 1,2 point en 1996, + 1,6 point en deux ans). En cohérence avec ces évolutions, l'indicateur résumé des opinions des ménages (« indice de confiance »), malgré un léger redressement depuis six mois, reste très bas : il se situe au même niveau qu'à la veille des élections de 1993. En somme, les variables qui comptent pour une élection ne sont pas bien orientées.

Sur la base des seules données économiques, la décision d'anticiper les élections apparaît paradoxale. Elle place vraisemblablement le gouvernement en position plus défavorable qu'il ne l'aurait été dans un an. En effet, la plupart des prévisionnistes sont plus optimistes pour la seconde moitié de 1997, tant pour la croissance que pour l'emploi. De deux choses l'une : ou bien le président ne croit pas à cette amélioration prochaine, ou, plus probablement, les raisons politiques ont dominé toute considération économique dans la décison de dissoudre l'Assemblée.

François Monier
Économiste

▼ Date des élections	Mai 1981	Mars 1986	Mai 1988	Mars 1993	Mai 1995	Mai 1997
Taux de chômage						
Niveau du dernier mois connu avant l'élection	7,2	10,2	10,1	11,0	11,7	12,8
Variation sur les douze derniers mois (1)	+ 0,9	– 0,1	– 0,6	+ 1,0	– 0,8	+ 0,5
Variation sur les vingt-quatre derniers mois	+ 1,4	+ 1,0	– 0,2	+ 2,1	+ 0,5	+ 1,2
Variation du chômage en milliers sur douze mois		– 25	– 155	+ 250	– 192	+ 145
Pouvoir d'achat du revenu disponible						
Variation l'année précédant l'élection	– 0,1	1,6	0,3	1,9	0,8	0,1
Variation sur les deux dernières années	1,0	1,0	2,7	4,0	1,4	2,9
Taux des prélèvements obligatoires						
Niveau l'année précédant les élections	41,7	44,5	44,5	43,7	44,1	45,7
Variation sur un an	0,2	– 0,1	+ 0,5	– 0,2	+ 0,2	+ 1,2
Variation sur deux ans	1,7	+ 0,9	0	0	+ 0,4	+ 1,6
Indice de confiance des consommateurs	n.d.	– 15	– 17	– 32	– 21	– 32

(1) Un point de chômage représente environ 250 000 chômeurs.

Sources : taux de chômage au sens du BIT, source Insee ; pouvoir d'achat et prélèvements obligatoires, comptes de la nation (1996) ; indice de confiance, Insee.

UN CHIFFRE

3 à 10

milliards de livres

LE COÛT DU PROGRAMME BRITANNIQUE D'AIDE À L'EMPLOI DES JEUNES

Le programme britannique d'aide à l'emploi des jeunes est l'un des principaux projets du gouvernement travailliste de Tony Blair qui doit permettre l'embauche de 250 000 jeunes chômeurs. Il doit être financé par une taxe sur les bénéfices exceptionnels des services publics privatisés. Cette taxe, vigoureusement contestée, jeudi 15 mai, par British Telecom et BAA, la société gestionnaire des aéroports britanniques, doit s'appliquer en principe aux anciens services publics ayant bénéficié de conditions jugées trop favorables depuis leur privatisation (monopole par exemple) ou qui ont été cédées à un prix trop faible.

Le gouvernement n'a pas encore précisé quelles entreprises devront payer cette taxe ni le mode de calcul qui sera utilisé. Les milieux financiers estiment que le produit de la taxe peut varier de 3 à 10 milliards de livres (entre 28 et 94 milliards de francs).

Le développement anarchique de l'automobile en Côte-d'Ivoire

▼ Afrique de l'Ouest

Le parc s'enrichit surtout de véhicules d'occasion. Les marques françaises sont en recul

ABIDJAN
de notre correspondant

Un break Peugeot bondé de voyageurs, de volailles et de ballots de marchandises, qui se traîne sur une mauvaise piste. Cet archétype du voyage automobile en Afrique subsaharienne reste vrai dans bien des pays, particulièrement dans le Sahel. Mais on voit aussi des cars à air conditionné sillonner les routes de Côte d'Ivoire, des 4×4 flambant neufs sur les avenues de Dakar, des semi-remorques turbo transporter des équipements industriels des ports du golfe de Guinée aux capitales de l'intérieur des terres.

La reprise du marché du neuf, l'explosion de celui de l'occasion, la croissance des échanges régionaux forcent l'Afrique à faire l'apprentissage accéléré de la civilisation automobile. Mais le coût de cette transition est lourd : la faiblesse de l'Etat de droit permet tous les manquements aux règles de sécurité, de respect de l'environnement. Et, dans bien des pays, le développement des infrastructures ne suit pas celui du parc.

En 1996, les importations d'automobiles en Côte d'Ivoire ont augmenté de 180 %. Cette explosion, dans un pays dont la monnaie – le franc CFA – a été dévaluée de 50 % en janvier 1994, peut paraître suprenante. Le marché du neuf n'a crû que de 2,1%, selon l'hebdomadaire *Marchés tropicaux.* Les marques françaises, au premier rang desquelles Peugeot, voient leur part de marché reculer face à l'offensive japonaise et sud-coréenne. Hyundaï, Isuzu ou Daewoo s'implantent sur tous les segments, du minibus au 4x4.

Il faudra encore quelques années de croissance forte pour que la voiture neuve redevienne une perspective réaliste pour un cadre supérieur ivoirien ou sénégalais. Pour l'instant, la croissance du parc (qui a atteint 205 000 véhicules en avril 1997) peut être attribuée presque exclusivement au développement du marché de l'occasion.

Après d'autres pays du golfe de Guinée, le Bénin ou le Togo, la Côte d'Ivoire a assoupli sa réglementation en matière d'importation de véhicules d'occasion. Auparavant soumise à une autorisation préalable et frappée de droits de douane d'environ 100 %, l'entrée de véhicules usagés est désormais conditionnée à un simple contrôle technique à l'arrivée et les droits ont été ramenés à 41,2 %. Comme l'explique un responsable du ministère des transports, cette libéralisation était une réponse à la dévaluation. *« Le plus petit modèle neuf, une Renault 4, coûte 9 millions de francs CFA* [90 000 francs], *c'est inabordable pour l'immense majorité des Ivoiriens. Alors qu'avec les occasions on peut trouver une voiture pour 1,5 million. »*

Appliquées dès 1996 aux voitures particulières, ces mesures viennent d'être étendues aux utilitaires. En théorie, le contrôle technique est rigoureux. Mais de l'aveu même du ministère des transports, il existe déjà des filières de faux certificats de contrôle technique. D'autres combines ont cours, comme la location de pneumatiques neufs le temps du contrôle.

On peut sourire de ce folklore, mais il a un coût. Les véhicules d'occasion – qui viennent souvent du Benelux ou d'Allemagne – auraient été retirés de la circulation si ils étaient restés en Europe. Ce sont les usagers qui font les frais de ce trafic lucratif pour les exportateurs. Comme l'explique l'un des principaux importateurs de pièces détachées en Côte d'Ivoire: *« Même si ces véhicules, et particulièrement ceux de transport en commun, sont vieux, ils ont des moteurs très puissants, capables d'aller très vite, trop vite pour les routes africaines. En plus, le moteur a une espérance de vie supérieure à celle des freins ou des pneumatiques, que les transporteurs rechignent à remplacer par des pièces d'origine, en raison du coût. »* Chaque semaine, on apprend qu'un minibus ou un car a quitté la route à plus de 100 km/h, tuant quantités de passagers.

Et pourtant, les transporteurs viennent de se mettre en grève pour protester contre le projet d'imposer des limiteurs de vitesse sur les cars interurbains. *« Ils se livrent à une guerre des tarifs qui les ruine,* explique un fonctionnaire. *Pour aller d'Abidjan à Korogho, 800 kilomètres, il n'en coûte que 4000 francs CFA. Pour la rentabilité, la seule variable est la vitesse qui permet d'augmenter le nombre des rotations. »*

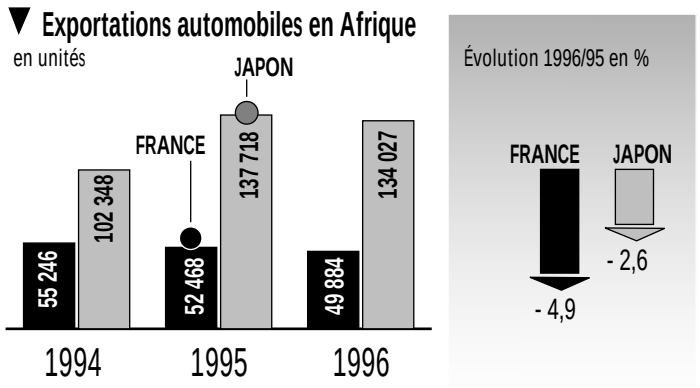
Dans le domaine du transport des marchandises, c'est la surcharge qui est le plus souvent en cause. Le poids à l'essieu dépasse les limites réglementaires, ce qui provoque une dégradation accélérée des 5 000 kilomètres de routes bitumées dont s'enorgueillit à la Côte d'Ivoire. Enfin, dans les grands centres urbains, la pollution automobile – accentuée par les conditions climatiques – atteint des niveaux inquiétants pour la santé des populations.

Dans le domaine de l'automobile comme dans d'autres, la capacité des pays africains à absorber le choc de la modernité dépendra en grande partie des Etats. Si ceux-ci prennent enfin les moyens de faire appliquer les réglementations en matière de sécurité ou d'environnement, l'économie africaine profitera de ce moyen privilégié de désenclavement.

Thomas Sotinel

▼ Exportations automobiles en Afrique

en unités



Source : CCFA et JAMA

LIVRES

Les bons outils de la redistribution

par Martine Laronche

L'ÉCONOMIE DES INÉGALITÉS
de Thomas Piketty
La Découverte, « Repères », 128 p., 49 F.

Comment corriger les inégalités ? La question n'en finit pas d'alimenter le débat politique. Elle est au cœur de la campagne électorale. Son corollaire, la redistribution, a défini traditionnellement une ligne de fracture entre la droite et la gauche. Le Parti socialiste prône une redistribution du pouvoir d'achat en faveur des salariés au travers d'une nouvelle « cotisation sociale généralisée » sur tous les revenus. La droite promet une cure d'amaigrissement de l'Etat et moins d'impôts. L'une comme l'autre prétendent lutter contre la fracture sociale. Le livre de Thomas Piketty, économiste, directeur de recherches au CNRS et chercheur au Cepremap (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification), arrive à point pour éclairer le débat.

Depuis la révolution industrielle, la question de l'inégalité sociale et de la redistribution est d'abord posée en termes d'opposition entre capital et travail. Surprise : depuis 1920, la répartition de la valeur ajoutée n'a guère variée dans la plupart des pays industrialisés, avec un tiers pour le capital et deux tiers pour le travail. L'auteur en déduit que les cotisations patronales n'ont pas été vraiment payées par les patrons, mais répercutées sur les prix ou sur les salaires. Les systèmes modernes de protection sociale, qui ont été fondés sur l'idée d'un partage des dépenses sociales entre capitalistes et travailleurs, n'auraient donc effectué *« aucune redistribution du capital vers le travail »*.

Dans la période récente, la part du capital dans la valeur ajoutée a augmenté substantiellement en France où elle est passée d'environ 28 % en 1981 à 39,7 % en 1995. En revanche, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la part des profits est restée stable depuis une quinzaine d'années. Comment interpréter ces évolutions ? Dans le débat actuel, la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, en France, est souvent perçue comme une des causes des problèmes économiques. Thomas Piketty y voit pour sa part un symptôme. Les Etats-Unis ont créé plus de 25 % d'emplois entre 1983 et 1996, ce qui a contribué à augmenter leur masse salariale alors que celle-ci stagnait dans les pays où l'emploi stagnait aussi...

Comment obtenir une répartition plus juste de la richesse ? L'économiste du Cepremap estime que seule la taxation des revenus du capital permet une véritable redistribution. Une solution qui présente des limites dans la mesure où elle risque de pousser l'épargne et l'investissement vers des Etats plus accommodants. Le manque de coordination fiscale entre les différents pays membres de l'Union explique en grande partie pourquoi l'imposition des revenus du capital y a été sensiblement allégée pendant les années 80 et 90. *« Seul le fédéralisme fiscal, c'est-à-dire la taxation du capital au niveau géographique et politique le plus large possible, permettrait de mettre en place la redistribution capital/travail optimale du point de vue de la justice sociale »*, estime l'auteur.

Mais le vrai enjeu des inégalités aujourd'hui ne serait plus tant entre les profits et les salaires qu'au sein même des revenus du travail. Les écarts de revenus se sont aggravés depuis les années 70, principalement dans les pays anglo-saxons. *« (...) Il ne s'agit plus de savoir s'il faut abolir la propriété privée du capital, taxer les profits ou redistribuer le patrimoine. Les outils adaptés à l'inégalité des revenus du travail ont d'autres noms : taxations des hauts salaires et transferts fiscaux pour les bas salaires, politique d'éducation et de formation, salaire minimal, lutte contre la discrimination de la part des employeurs, grilles de salaires, rôle des syndicats, etc. »*

Quels sont les outils les plus efficaces pour redistribuer les salaires ? Thomas Piketty considère la fiscalité – taxation des salaires élevés au profit des bas salaires – comme nettement supérieure à la redistribution directe – salaire minimal élevé et salaire maximal faible. Cette formule a l'avantage de séparer le prix payé par les entreprises du prix payé par les salariés. Car les chefs d'entreprise utilisent moins de travail faiblement qualifié (relativement au travail qualifié) quand son coût augmente. Quelle est l'ampleur de la redistribution entre les salaires les plus faibles et les plus élevés dans les pays occidentaux ? Nulle, estime l'auteur à partir d'une analyse des taux moyens et des taux marginaux effectifs d'imposition ; *« Les pays où les inégalités de revenus sont faibles sont les pays où l'inégalité des salaires est faible, et inversement (...) »* L'argent prélevé sert à financer les dépenses traditionnelles (équipement, justice, défense...) et surtout les transferts en direction des chômeurs, les dépenses d'éducation, les retraites et les dépenses de santé.

A travers l'histoire, les grandes redistributions fiscales sont rares et prennent généralement la forme de dépenses sociales. En France, si l'assurance-maladie apparaît comme un outil efficace de réduction des inégalités, il n'en va pas de même pour les retraites. On pourrait penser que le système est neutre : chacun cotise proportionnellement à son revenu et touche ensuite une retraite, elle-même proportionnelle. *« En réalité l'inégalité fondamentale face à la retraite est l'inégalité des espérances de vie »*, rappelle Thomas Piketty. Les ouvriers dont l'espérance de vie est plus faible financent, en quelque sorte, la retraite des cadres supérieurs...

PARUTIONS

● **LA PENSÉE ÉCONOMIQUE MODERNE, de Brian Snowdon, Howard Vane et Peter Wynarczyk.** Principalement destiné aux étudiants, l'ouvrage présente les grands courants de pensée qui ont jalonné l'histoire économique, de Keynes à nos jours. Chaque chapitre est illustré par d'intéressants entretiens avec des économistes de renom (Robert Barro, James Tobin, Robert Lucas, Edmond Malinvaud, Milton Friedman, etc.). Les différentes écoles de pensée économique sont jugées à l'aune de leur capacité à expliquer la situation et à en déduire des recommandations. Dominant jusqu'aux années 70, le système keynésien a buté sur le phénomène de la stagflation et a cédé la place à une multitude d'écoles concurrentes. Des nouveaux classiques aux nouveaux keynésiens, les économistes ont aujourd'hui plus de sujets de désaccord que de points de convergence. Cette richesse du débat est un bon signe : *« Nous vivons des temps intellectuellement prospères pour la macro-économie »*, se félicitent les auteurs (Ediscience international, 497 p., 125 F).

● **MONDIOSCOPIE, BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU MONDE 1973-1996, d'Alain Gélédan.** Au moment où l'Europe s'interroge sur les bienfaits de la mondialisation, ce livre revisite, année après année, le dernier quart de siècle. S'appuyant sur la documentation du journal *Le Monde*, Alain Gélédan, professeur de sciences économiques, propose une lecture de l'économie mondiale par grandes périodes : chocs et crises (1973-1980), nouvelle donne (1981-1985), euphorie financière (1986-1989), ruptures politiques (1990-1993), reprises et déceptions (1994-1996). Une somme utile (*Le Monde* Editions-Marabout, 440 p., 98 F).

Le Hamster et le Prisonnier, paraboles pour une économie mondiale

par Isabelle Grunberg

Les habitués des salles de sport connaissent bien cet instrument qui permet de courir sur une surface roulante, tout en faisant du sur-place. Aux Etats-Unis, il a inspiré une analogie parlante : la *treadmill economy,* soit l'envers du décor de la croissance américaine (5,6 % en 1997 avec un chômage à 4,9 %). Le *treadmill* est une économie où l'on doit constamment travailler plus pour maintenir son niveau de vie. Cette détérioration qualitative du travail aux Etats-Unis, ou en Grande-Bretagne, a pour équivalent un nombre élevé de chômeurs dans les pays où le marché du travail est plus encadré. Pour sortir du chômage, les Européens doivent-ils instaurer ce que l'on pourrait appeler une « économie du hamster» ? Et si le dilemme entre le chômage européen et la dégradation des conditions de travail à l'américaine n'était pas une fatalité ? La question mérite d'autant plus d'être posée que cette double dégradation – quantitative en Europe, qualitative aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne – a une cause commune : la baisse de la demande mondiale de travailleurs à prix constants. D'où provient cette baisse ? De l'automatisation des processus de production, qui diminuerait le besoin de main-d'œuvre, ou de l'entrée sur le marché de la main-d'œuvre à bas prix des pays en développement. En réalité, aucune des ces explications ne semble satisfaisante. L'automatisation des processus de production devrait augmenter la productivité, donc les revenus, donc la demande effective et stimuler le développement de nouvelles activités, lesquelles créeraient de nouveaux emplois, productifs et bien rémunérés.

Idem pour la mondialisation : l'augmentation des revenus des travailleurs des nouveaux pays industriels devrait stimuler la demande de biens et de services, provoquant une demande renouvelée de travailleurs, au Nord comme au Sud, pour fournir ces biens et ces services. Les produits bon marché du Sud devraient augmenter le pouvoir d'achat réel des travailleurs du Nord, et aboutir aux mêmes effets. Pourquoi ce mécanisme a-t-il déraillé ?

Si l'on examine plus en détail le scénario positif qu'offre la théorie, on s'aperçoit qu'il repose presque entièrement sur des variables macroéconomiques. Les effets « destructeurs » de la concurrence, étrangère ou technologique, doivent en principe être compensés par des effets dynamiques d'augmentation de la demande et de croissance des revenus. Les secteurs en déclin doivent être relayés par l'émergence de nouvelles activités, de nouveaux marchés.

Une augmentation nette du chômage pourrait indiquer que ces effets dynamiques tardent à se faire sentir. Et, de fait, les marchés européens sont anémiques après des années d'austérité. Aux Etats-Unis, la confiance des consommateurs est sapée par l'insécurité de l'emploi. Les pays du Sud-Est asiatique, considérés comme les « sauveurs » de la croissance mondiale, produisent plus de biens qu'ils n'en peuvent absorber. Face à des marchés extérieurs en contraction, ils connaissent l'un après l'autre une chute de leur balance commerciale, à laquelle ils répondent par une cure d'austérité, réduisant encore la demande effective adressée aux autres parties du monde. L'austérité est donc un boomerang qui, dans les économies ouvertes des années 1990, rebondit aux quatre coins du monde. Et pourtant, c'est l'instrument rêvé, à court terme, pour redresser sa balance commerciale et gagner des parts de marché, car qui dit faible demande interne, dit prix modérés, donc compétitifs sur le marché mondial. Pourquoi cette politique ne semble-t-elle pas avoir porté ses fruits ?

Les ennuis commencent lorsque cette bonne recette est adoptée par tous les pays du monde, de l'Europe de l'Ouest aux pays anciennement communistes, en passant par les pays en développement soumis depuis les années 80 aux politiques d'ajustement structurel. Les autorités restreignent délibérément leur demande interne et tablent sur la demande externe pour maintenir leur croissance ou sortir de la crise comme en Allemagne et en France. Mais si tous compriment leur demande interne tout en comptant sur les marchés des autres, qui va absorber le surplus d'exportations ? Cette saturation progressive du marché mondial se manifeste actuellement par une chute des prix des principaux produits industriels.

> Si tous les pays compriment leur demande interne, qui va absorber le surplus d'exportations ?

Face à une demande nationale et mondiale en perte de vitesse, les bénéfices des entreprises réalisés par la compression des coûts du travail ne seront pas investis dans la production de biens et de services supplémentaires. Pire, l'investissement sera « défensif » ; il consistera à racheter des rivaux, à consolider ses opérations, à réduire ses coûts de production, par exemple par les licenciements ou le recours à la sous-traitance.

L'attitude des Etats face aux contraintes de la compétitivité externe rappelle le dilemme bien connu du prisonnier. Deux complices d'un cambriolage sont incarcérés séparément, avant d'avoir pu bâtir leur système de défense. Interrogé, chacun d'eux pourrait nier, et ils auraient alors des chances d'être relâchés, faute de preuves. Mais nier alors que l'autre a avoué peut coûter très cher, car on n'aura pas coopéré à l'enquête. Le manque de communication aboutira donc à des accusations mutuelles, cette stratégie étant seule en mesure de minimiser les risques de chacun dans un contexte d'incertitude sur le comportement de l'autre.

Dans le cas des Etats, le manque de coopération aboutit à un résultat minimal pour les parties en présence. Pour sortir du chômage ou de la dégradation des conditions de travail, les Etats devraient reconnaître leur interdépendance et se garantir mutuellement un taux de croissance minimal de leur demande interne. Ils le font déjà au plan de l'ouverture commerciale. Le « dilemme du protectionnisme » est en tous points comparable au « dilemme de l'austérité» : c'est une stratégie gagnante, sauf si tous les autres deviennent protectionnistes. La reconnaissance de cette nécessaire coordination des politiques commerciales a donné lieu à un considérable appareil institutionnel, et à d'énormes dépenses d'énergie politique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Pour ce qui est de la coordination des politiques macroéconomiques, au contraire, il faut habituellement se contenter d'une allusion au détour d'un communiqué du G7.

Que conclure de cette analyse ? Que l'économie du *treadmill* et le chômage en Europe posent le problème de la disjonction entre une économie mondiale et des gouvernements qui agissent isolément. Le « dilemme de l'austérité » surgit de cette distortion entre un secteur privé mondial et un secteur public fractionné entre Etats et sans cohérence. Si l'on souhaite conserver les bénéfices de l'ouverture économique, il faut donc intensifier la coordination des politiques économiques, et plus particulièrement des politiques de croissance.

Le principal argument que l'on oppose à la coordination des politiques macroéconomiques est sa difficulté de mise en place, le manque de volonté politique. Mais les négociations et traités en vue de la libéralisation des échanges commerciaux devraient inciter à l'optimisme. D'autre part, la politique sociale, le plein-emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, ne doivent plus être envisagés comme relevant exclusivement de l'action nationale. Pour être efficace, cette politique doit s'exercer en priorité sur la scène externe. La politique extérieure entrerait alors dans sa « troisième » phase : après l'écroulement de la menace stratégique à l'Est, l'action externe des Etats s'est tournée vers la « guerre commerciale », la quête de parts du marché mondial. La sécurité, envisagée dans une dimension militaire, a pris une dimension économique.

Mais, à cette guerre économique, il pourrait bien y avoir plus de perdants que de gagnants, si la taille du marché mondial ne s'agrandit pas. Et surtout, les menaces viennent de plus en plus de l'intérieur même de la société, du sécessionnisme, du fondamentalisme, de l'extrémisme. Gagner des parts de marché ne suffit pas à répondre aux besoins sociaux qui s'expriment dans ces turbulences. Pour les sociétés menacées de dislocation par le chômage ou l'accroissement des inégalités, il faut une diplomatie qui s'adapte intelligemment à la mondialisation de l'économie, une diplomatie qui place l'être humain et l'équilibre des sociétés au centre de l'action internationale.

***Isabelle Grunberg** est économiste principal au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).*

Davantage d'Europe dans nos législations

par Nicolas Cuzacq

Il faut que l'action politique monte en puissance pendant les cinq années qui viennent », a affirmé le président de la République, le 21 avril dernier, lors de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale. Pourtant, certains Français, amers devant l'incapacité des partis traditionnels à éradiquer le chômage et les inégalités, cèdent au découragement, voire à l'extrémisme. Pourquoi voter pour des hommes politiques qui semblent assujettis à la dictature de l'économie ? A terme, l'esprit civique, le lien social et l'ordre public semblent menacés. Comment éviter ce scénario catastrophe ?

Commençons par en analyser les causes. Dans les années 80, la grande majorité des Etats a accepté le principe de la libre circulation des capitaux. La concurrence entre les offreurs de capitaux devait engendrer une baisse des taux d'intérêt ; finalement, la concurrence entre les demandeurs de capitaux a non seulement augmenté les taux d'intérêt, mais également limité la souveraineté des Etats. En France notamment, les détenteurs d'un capital substantiel, en menaçant de transférer leur épargne à l'étranger, ont obtenu des avantages fiscaux exorbitants. Les recettes fiscales provenant de l'imposition des capitaux mobiliers sont passées de 3,2 % des recettes totales en 1984 à 1,4 % en 1993 ! Plus généralement, le rapport La Martinière rappelle que *« les revenus de la propriété ont été caractérisés par une croissance forte, passant de moins de 10 % du revenu brut des ménages en 1980 à 13 % en 1993. Or les mesures prises en faveur de l'épargne ont ramené la taxation effective totale du patrimoine financier de 19,6 % en 1986 à 11,6 % en 1993 ».*

Il suffit de rappeler que 10 % des ménages détiennent 50 % du patrimoine pour comprendre que cette évolution a profité à une oligarchie financière. Le poids de la solidarité a surtout pesé sur la classe moyenne. Certains, au nom de la lourde imposition, dénigrent les dépenses publiques. C'est oublier que le taux de prélèvements obligatoires de la France n'est pas excessif au regard des revenus de transfert et des services publics proposés ; le vrai problème est la répartition inéquitable des charges publiques, engendrée par la libre circulation des capitaux. Celle-ci permet aussi aux entreprises de rogner les acquis sociaux en menaçant de délocaliser leur production. Enfin, elle engendre à terme une paupérisation relative des Etats, privés de certaines recettes fiscales.

> Le dumping fiscal et social pour attirer les capitaux doit être éradiqué

Le rapport Ruding l'a démontré en matière d'impôt sur les sociétés : de 1985 à 1991, le taux moyen de cet impôt a baissé de sept points, passant de 46,9 % à 40,1 % en Europe. Il apparaît donc très clairement que la concurrence entre les systèmes sociaux et fiscaux aboutit à une harmonisation par le bas. Avoir accepté la libre circulation des capitaux sans une harmonisation, au moins minimum, des législations fiscales et sociales, notamment en Europe, constitue un contresens historique et la cause de nombreux maux de notre société. On peut même se demander si cette évolution n'a pas été orchestrée par l'oligarchie financière qui, à travers les siècles, a toujours cherché à s'exonérer de son devoir de solidarité à l'égard des plus démunis. Ce jeu non coopératif entre Etats aboutit à une véritable aberration : une paupérisation relative de l'administration publique et de nombreux citoyens, dans une société globalement plus riche. Comment y remédier ? A l'échelle européenne, les solutions existent, mais elles nécessitent du temps, une coopération entre Etats membres et un protectionnisme relatif et intelligent à l'égard du reste du monde, notamment des Etats-Unis. En harmonisant, au moins partiellement, les législations fiscales et sociales européennes, on obtiendrait de nouvelles marges de manœuvre.

On pourrait, par exemple, augmenter l'imposition des revenus de l'épargne ou des bénéfices des sociétés, mais également instaurer une taxe sur les flux de capitaux comme l'a préconisé le prix Nobel d'économie Tobin. La réponse est donc principalement politique. Bien sûr, cela nécessite que les décisions fiscales et sociales soient prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité au conseil des ministres européens. C'est la seule solution pour éviter le comportement parasitaire de certains Etats, comme la Grande-Bretagne, qui profite des opportunités de l'Union européenne sans participer à l'effort d'harmonisation.

Malheureusement certains Etats, comme le démontrent les débats sur la conférence intergouvernementale (CIG), voient dans ce passage à la majorité une atteinte supplémentaire à leur souveraineté. C'est au contraire le seul moyen de la recouvrer. Est-il logique qu'un Etat comme le Luxembourg bloque de nombreuses décisions fiscales ? Avant de s'élargir, l'Union européenne doit impérativement régler ce problème de l'abus de minorité. La maison Europe est aujourd'hui bancale car elle est privée de pilier fiscal, social, voire politique. Il faut européaniser nos législations à l'heure où les économies sont depuis longtemps internationalisées. Créer l'euro est nécessaire, mais insuffisant. En plus du dumping monétaire (dévaluations compétitives), il faut également éradiquer le dumping fiscal et social (réduction des impôts et de la protection sociale pour attirer les capitaux). L'Europe pourrait ainsi présenter un modèle fondé sur une cohésion sociale retrouvée, des infrastructures de qualité, une main-d'œuvre qualifiée.

***Nicolas Cuzacq** est professeur agrégé à l'IUT de Paris-XII.*